

Le rapport annuel de la Délégation parlementaire au renseignement (DPR) pour 2025 s'ouvre sur un constat : le monde a changé de nature, et les services français de renseignement doivent s'y adapter ou risquer le décrochage. La DPR, composée de 8 membres — 4 députés, 4 sénateurs — issus de 4 groupes politiques distincts, s'est réunie mensuellement tout au long de l'année. Elle a auditionné les directeurs de l'ensemble des services spécialisés, le coordonnateur national du renseignement (CNRLT) et le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Une mission s'est également rendue en Pologne et en Lettonie en novembre 2025.

Le suivi des recommandations antérieures affiche un bilan nuancé : sur les 28 recommandations du rapport 2023-2024, 8 sont « *complètement prises en compte* », 5 « *en cours* » et 4 sans suite. La DPR note sans détour que le rapport annuel d'activité des services lui a été transmis tardivement — le 27 novembre 2025 —, alors que la CNRLT s'était engagée à le communiquer dès le 31 juillet.

Bilan de l'exercice 2024 : JO et loi sur les ingérences

Le rapport revient sur deux faits marquants de l'exercice 2024. La sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris est présentée comme un succès global. Un Centre du renseignement olympique (CRO) a été jugé très positivement, et la menace cyber s'est finalement révélée moins sévère qu'anticipé. Des tentatives de sabotages ont visé les réseaux ferrés et de communication, mais sans conséquences majeures pour le déroulement des épreuves.

L'adoption de la loi du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères constitue le second fait marquant. Inspirée de la législation américaine FARA et du dispositif britannique FIRS, elle crée un répertoire des représentants d'intérêts agissant pour des mandants étrangers, confié à la HATVP. Elle étend à titre expérimental le recours à l'algorithme de renseignement aux cas d'ingérences et instaure un mécanisme de gel d'avoirs.

Sur le plan quantitatif, l'enveloppe globale des crédits consacrés au renseignement en 2024 s'est établie à 3,4 milliards d'euros en fonds normaux (+10,26 % par rapport à 2023). Les effectifs des services spécialisés ont atteint 16 150 agents, contre 14 912 en 2020. Le nombre de personnes surveillées s'est stabilisé autour de 24 300, la prévention du terrorisme redevenant la première finalité d'emploi des techniques de renseignement.

La loi « *narcotrafic* » et l'impasse du chiffrage

Issue d'une proposition de loi sénatoriale, la loi du 13 juin 2025 visant à sortir la France du piège du narcotrafic simplifie plusieurs procédures applicables aux services. Elle assouplit les

conditions de transmission entre services du « premier cercle » et ceux du « second cercle » (police, gendarmerie, administration pénitentiaire), sans que l'autorisation du Premier ministre ne soit désormais requise pour certains échanges. Elle proroge également jusqu'en 2028 l'expérimentation des interceptions de communications satellitaires.

C'est surtout ce que ce texte n'a pas pu faire qui retient l'attention du rapport. Un amendement tentait d'obliger les opérateurs de messageries à fournir un accès aux contenus « en clair » des communications sous autorisation de renseignement. Supprimé à l'Assemblée nationale, non rétabli en commission mixte paritaire, cet article a cristallisé un débat jugé insuffisamment préparé. Le constat dressé est sévère : entre 60 % et 80 % des communications transitent désormais par des applications chiffrées de bout en bout, rendant progressivement inopérants les mécanismes actuels d'interception. Le cas britannique est cité : le gouvernement du Royaume-Uni a adressé à deux reprises en 2025 des réquisitions à Apple, qui a refusé de modifier l'architecture de son système.

La DPR recommande de remettre le dossier sur le métier, en clarifiant préalablement les solutions techniques envisagées avant d'engager un travail législatif documenté avec les parlementaires. Par ailleurs, l'article de la loi étendant la technique algorithmique au trafic de stupéfiants a été censuré par le Conseil constitutionnel en juin 2025. Cette censure a eu un effet plus large, remettant en cause la disposition déjà en vigueur autorisant le traitement algorithmique d'URL pour d'autres finalités.

L'addition des menaces : terrorisme, criminalité, ingérences

La menace terroriste

La menace terroriste demeure durablement élevée, mais sa physionomie a évolué. Depuis 2023, les projets d'attentats sont principalement portés par de jeunes individus endogènes pro-État islamique, moins marqués idéologiquement que leurs prédécesseurs. Les crises internationales — guerre en Ukraine, conflit israélo-palestinien, instabilité sahélienne — alimentent la propagande djihadiste et servent de prétextes aux organisations terroristes pour appeler à frapper l'Occident.

La criminalité organisée

Les organisations criminelles dites « du haut du spectre » disposent désormais de capacités technologiques longtemps réservées à la puissance publique : messageries cryptées, téléphones satellitaires, narco-submersibles guidés automatiquement, exploitation des cryptomonnaies et de l'intelligence artificielle pour le blanchiment. Le rapport évoque le risque d'une mise en péril de la capacité des États à conserver la maîtrise de leur territoire, phénomène déjà observable en Espagne, aux Pays-Bas et en Belgique.

La sécurité économique et les menaces hybrides

Un rapport remis à l'Élysée en septembre 2024 recense environ un millier d'alertes d'ingérences économiques en France en 2023, soit un volume trois fois supérieur à celui de 2020. La base industrielle et technologique de défense (BITD), engagée dans le soutien à l'Ukraine, est présentée comme une cible prioritaire des services étrangers.

Viginum a détecté pas moins de 25 opérations numériques menées par des acteurs étrangers en 2024. Le mode opératoire russe baptisé « Storm-1516 » est décrit en détail : actif depuis l'été 2023, il diffuse des deepfakes ciblant des dirigeants européens et vise à décrédibiliser le soutien occidental à l'Ukraine.

Une nouvelle doctrine stratégique

La nouvelle Revue nationale stratégique (RNS), publiée à l'été 2025, confère au renseignement un rôle qualifié de « *multiplicateur stratégique essentiel* ». Elle retient comme scénario central une participation possible des armées à un conflit de haute intensité dans le voisinage européen. Elle contraste avec la stratégie de sécurité nationale américaine du 5 décembre 2025, qui minimise la menace russe et annonce un désengagement de Washington des affaires mondiales.

La RNS assigne cinq priorités à la communauté du renseignement : renforcer la maîtrise de l'information et l'autonomie analytique ; accélérer la transformation technologique (IA, quantique) ; protéger l'espace informationnel national contre les opérations d'influence hostiles ; élargir la présence mondiale et adapter le positionnement géographique des services ; sécuriser les chaînes logistiques et les infrastructures critiques.

En cohérence avec cette revue, la Stratégie nationale du renseignement (SNR) actualisée en janvier 2025 insiste sur le renforcement du travail interservices, l'intégration accrue avec les partenaires européens et l'OTAN, et la nécessité d'une maîtrise souveraine des outils technologiques.

Les réformes internes des services

Tous les services ont engagé des réformes profondes fondées sur le décloisonnement et la transversalité. À la DGSE, la réorganisation autour de centres de mission — effective depuis novembre 2022 — est jugée « pertinente et adaptée » après trois ans de recul. En 2025, deux chantiers supplémentaires ont été lancés : la création d'une Direction de la sécurité et de la protection, et la réorganisation de la direction technique.

La DNRED a mis en œuvre depuis septembre 2024 la réforme dite « *Valmy* », substituant à une organisation par corps de métiers une organisation par directions thématiques : criminalité organisée, délinquance économique et financière, analyse, technique. Un an après, le bilan est décrit comme positif, avec une nette amélioration de la capacité analytique.

La DRSD a renforcé sa capacité prospective autour d'un bureau dédié à l'analyse à court, moyen et long terme (six mois à dix ans), complété par une capacité de « *red teaming* » et de *wargaming* permettant d'adopter le point de vue d'un adversaire pour identifier les vulnérabilités de la sphère défense.

La DRM a créé des plateaux multicateurs réunissant analystes, chercheurs et experts techniques. Elle intègre désormais l'ensemble des modalités de collecte — image, électromagnétique, cyber, humaine, partenarial — dans un cycle global de manœuvre. Tracfin expérimente quant à lui des plateaux thématiques d'enquête réunissant temporairement des agents de différents départements sur une thématique ciblée.

Moyens en hausse, mutualisation et défis RH

Cinq milliards d'euros sont consacrés au renseignement par la loi de programmation militaire 2024-2030. La LPM prévoit pour la seule DGSE une ressource de 4,6 milliards d'euros sur la période (+53 % par rapport à la précédente programmation). À la DGSi, le budget en autorisations d'engagement est passé de 41,6 millions d'euros en 2015 à 111,6 millions en 2024. Les effectifs ont progressé dans tous les services.

Une dynamique de mutualisation interservices s'est approfondie, pilotée par la CNRLT. Les directions techniques coopèrent dans des groupes de travail communs, les mobilités interservices se développent, et un référentiel de rémunération spécifique aux métiers du renseignement technique a été établi. La DGSi a lancé en 2021 un programme interministériel de traitement de données hétérogènes (OTDH), destiné à remplacer l'outil de la société américaine Palantir, impliquant sept services de renseignement.

La question des ressources humaines est présentée comme un enjeu fondamental. La concurrence avec le secteur privé est forte, les salaires étant souvent inférieurs à ceux du marché. L'absence quasi totale de télétravail constitue un handicap supplémentaire au recrutement. La DGSE a subi une vague de démissions sans précédent en 2021 et 2022. La DPR recommande l'homogénéisation des régimes indemnitaires, jugés trop disparates entre services et statuts. La DRM présente un cas atypique : le nombre de candidatures a doublé entre 2023 et 2025, passant de 3 000 à 6 600.

L'autonomie stratégique européenne : ambition et obstacles

La sécurité nationale demeure une compétence exclusive des États membres selon l'article 4.2 du Traité sur l'Union européenne. Il n'existe pas d'« Europe du renseignement » au sens d'une politique communautaire. Le cadre existant est celui de la SIAC (Single Intelligence Analysis Capacity), structure réunissant une composante civile (IntCen) et une composante militaire

(EUMS INT). La France en est un contributeur majeur, mais considère que la valeur ajoutée du renseignement « fusionné » produit par cette instance reste perfectible.

La DPR note avec inquiétude les velléités de la Commission européenne de se doter de sa propre capacité d'analyse des risques et des menaces. Les services y sont « particulièrement hostiles », et les autorités françaises ont transmis un non-paper insistant sur la préservation du rôle de la SIAC.

La DPR rejette l'idée d'une « CIA européenne » comme irréaliste et politiquement inacceptable. Elle plaide pour une architecture d'analyse commune progressive et formule deux recommandations majeures : la création d'un système d'information sécurisé permettant l'échange de données classifiées de niveau « Secret UE » (à l'image du système américain BICES), et la définition d'un cadre stratégique de coopération sécurité entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Fonds spéciaux : une gestion mature, mais des alertes budgétaires

La Commission de vérification des fonds spéciaux (CVFS), présidée par le député Aurélien Rousseau, a procédé en 2025 au contrôle des comptes de l'exercice 2024, visitant l'ensemble des structures bénéficiaires. Le bilan global est celui d'une gestion parvenue à maturité, mais plusieurs alertes sont formulées.

La CVFS dénonce une insincérité manifeste et récurrente du montant inscrit en loi de finances initiale, appelant à un « resoclage » autour de 100 millions d'euros. Elle signale que la trésorerie disponible de plusieurs services est tombée fin 2024 à un niveau plancher préoccupant, susceptible de compromettre la continuité opérationnelle. La réduction des dotations opérée en 2024 au titre de la contribution du renseignement à la réduction des déficits est jugée inadaptée.

La CVFS note enfin que la dématérialisation croissante des paiements complique le recours aux fonds spéciaux dans certains pays où les transactions en espèces attirent désormais l'attention au lieu de garantir la discrétion. Elle formule au total treize nouvelles recommandations au titre de l'exercice 2024.

Les dix recommandations de la DPR

- **Recommandation 1** — Préserver les crédits alloués au renseignement dans le contexte budgétaire contraint ; l'actualisation de la LPM en 2026 doit confirmer la priorité budgétaire.
- **Recommandation 2** — Engager les adaptations juridiques nécessaires face à l'élévation des menaces (messageries cryptées, algorithmes, etc.).
- **Recommandation 3** — Garantir le socle de l'autonomie stratégique à travers des

programmes capacitaires souverains et des alliances diversifiées.

- **Recommandation 4** — Renforcer l’attractivité et la fidélisation des talents, notamment par un régime indemnitaire adapté, équitable et compétitif.
- **Recommandation 5** — [Classifiée].
- **Recommandation 6** — Définir le cadre stratégique d’une coopération structurée entre l’Union européenne et le Royaume-Uni.
- **Recommandation 7** — Doter l’Union européenne d’un système d’information sécurisé pour l’échange de données classifiées de niveau « *Secret UE* » (modèle BICES).
- **Recommandation 8** — Promouvoir un débat démocratique plus large sur les enjeux du renseignement, associant élus, experts et société civile.
- **Recommandation 9** — Mettre en œuvre la disposition de la loi du 25 juillet 2024 prévoyant un rapport gouvernemental sur les menaces pesant sur la sécurité nationale, susceptible d’un débat parlementaire.
- **Recommandation 10** — Associer la DPR en amont à la réflexion du ministère de l’Intérieur sur la lutte contre l’entrisme.

Conclusion

Le rapport 2025 de la DPR livre une photographie à la fois précise et préoccupante de l’état du renseignement français. Il documente un appareil en profonde transformation, doté de moyens en hausse et animé d’une volonté collective de modernisation. Mais il identifie aussi des fragilités réelles : dépendances technologiques persistantes, attractivité insuffisante des métiers face au secteur privé, cadre juridique en retard sur les évolutions technologiques — notamment le chiffrement —, et coopérations européennes encore embryonnaires au regard de l’ampleur des défis.

La DPR formule ses recommandations dans un esprit de contrôle parlementaire exigeant, réaffirmant que la légitimité démocratique des services passe par la transparence vis-à-vis des représentants du peuple. Comme le souligne l’avant-propos, le renseignement n’est pas une politique publique périphérique ou strictement spécialisée — il est présenté comme l’un des piliers de la sécurité nationale et de la capacité de la France à continuer à peser dans les affaires du monde.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)